

Eric Batailler du Bouc volley : « J'ai écouté trop de gens »

Le président du Bouc volley, Eric Batailler, vit des heures difficiles. Le club, en proie à de graves problèmes financiers, est menacé de dépôt de bilan. Le patron garde le cap, l'homme est touché.

L'Observateur : Comment êtes-vous devenu président du Bouc volley ?

Eric Batailler : L'ancien président m'a proposé de reprendre le club. J'étais déjà partenaire du Bouc depuis 2011-2012. J'allais au match, puisque c'est le seul endroit où les chefs d'entreprise pouvaient se retrouver le soir depuis que le foot n'est plus au niveau. J'ai repris le club en juin 2014 sans forcément connaître l'antériorité.

Comment avez-vous appris la situation des comptes ?

J'ai pris un cabinet extérieur du club pour faire l'analyse des comptes, et on a constaté un déficit de 256 000 euros.

Quelle a été votre réaction ?

Un grand étonnement. Avoir quelques déficits par rapport à des baisses de subventions ou autres, je peux comprendre. Mais un déficit comme celui-là... Il y en a avait même deux puisque la saison 2014-2015 avait été construite par l'ancienne direction et les joueurs étaient déjà tous recrutés. Et on savait que sur cet exercice là, on allait reprendre le même déficit. Donc virtuellement un demi-million d'euros !

A ce moment-là, on se dit qu'on a hérité d'un cadeau empoisonné ?

Le club avait subi un contrôle fiscal, donc l'ancien président savait qu'il y avait des difficultés financières. Il y a eu aussi une augmentation de la masse salariale. En 2014-2015, on avait une équipe sur-estimée par rapport à notre budget. Je n'en fais pas une affaire personnelle, mais j'ai repris une situation. Je ne peux que la décrire, la transmettre.

« Vous prenez une grande claque en pleine figure »

Comment avez-vous réagi face à cette situation ?

Le club vit grâce à l'argent public à 70%. Donc, le seul truc que je pouvais faire, c'est aller voir les collectivités pour leur demander ce qu'on devait faire ? Ce n'est pas mon argent, je n'ai pas racheté une société.

Quelle a été la réaction des pouvoirs publics lorsqu'ils ont appris le déficit ?

Personne ne s'attendait à être dans une telle situation puisqu'il n'y avait pas d'indicateur qui disait que le club n'allait pas bien. Les comptes étaient dans le positif. Nous avons organisé une réunion avec la mairie, la région et le département. On a essayé de construire quelque chose. On a attendu la finale de Coupe de France en mars 2015 pour faire une réception pour l'équipe à l'hôtel de Ville de Beauvais. Il était annoncé sur le pupitre que la municipalité allait faire un prêt de 150 000 euros au club, avec



des aides de 80 000 euros du département de l'Oise, et 7 500 euros de la région

A cette époque, les pouvoirs publics savaient qu'il faudrait mettre la même somme un an plus tard ?

Oui, bien sûr !

Ils s'étaient engagés à le faire ? Personne ne s'est engagé ! Il fallait dans un premier temps sauver le club. Après, je sais comment fonctionne la politique. Tout le monde dit qu'il faut sauver le club mais on nous dit aussi qu'il n'y a plus de sous. On était donc dans la même spirale l'an dernier qu'aujourd'hui, sauf qu'on était en période d'élection départementale, et régionale derrière. Je pense que ce n'était pas forcément judicieux de laisser couler le Bouc volley à cette époque...

Qu'est-ce qui plombe les comptes du club aujourd'hui ?

J'ai appris le 18 février 2016 que la subvention du département passait de 425 000 à 300 000 euros. Quand on construit le budget d'un club professionnel, la moindre des choses, c'est de le savoir bien avant. Là, vous prenez une grande claque en pleine figure. Il faut ajouter à cette baisse les 30 000 euros de

prêts que la mairie se rembourse et moins de partenaires privés.

Comment la DNACG va traiter votre dossier selon vous ?

Vendredi dernier, j'ai transféré toutes les données financières du club à la DNACG (le gendarme financier de la ligue de volley, ndlr). Elle va me demander des papiers ou autre chose si besoin. Ensuite, je vais être convoqué à la fin du mois de mai pour une audition devant la commission de la DNACG. Elle aura eu le temps d'interroger nos comptes et elle m'interrogera sur différents points. Si on est concret avec la DNACG, on a une chance de passer l'oral. En tout cas, on va se battre et on a des arguments pour se battre. On a respecté nos engagements. Nous avons toujours payé nos joueurs, on a respecté les contrats. Qu'est-ce qu'on peut reprocher aujourd'hui au Bouc volley ? Uniquement des comptes négatifs.

Ça peut être suffisant pour être fatal au club ?

Thierry Brailiard, secrétaire d'Etat aux sports, a rendu un rapport sur la grande conférence pour savoir où en était le sport français de haut niveau ? Quand on regarde le tableau, on se rend compte qu'on

est pas si mauvais que ça. Il n'y a que cinq clubs sur 14 qui annoncent des comptes négatifs en volley, il y en a 13 sur 20 en foot. Et pourtant, ces équipes restent en Ligue 1...

En termes d'aides financières, il vous faudrait quel montant pour avoir du poids lors de votre audition devant la DNACG fin mai ?
250 000 euros ! Avec cette somme, on passe en bénéfice. Si on avait injecté cet argent-là dans les comptes au 30 juin 2016, on serait déjà en train de préparer l'équipe pour la saison prochaine. Là, on ne peut pas recruter parce qu'on ne sait toujours pas si on repart en Ligue A. Donc, on ne pourra pas garder nos meilleurs joueurs. Ce sont des professionnels, ils vont avoir des propositions et je ne les vois pas attendre jusqu'au mois de juin (date de l'officialisation du maintien du club dans l'élite ou non) pour se décider. Mais c'est comme ça, on n'a pas le choix.

Le groupe risque donc quoi qu'il arrive d'être moins compétitif ?

Compétitif sur quoi ? Beauvais n'a jamais été une grande équipe de championnat de France. Quand j'ai repris le club, je voulais construire le club et apporter une demi-finale de play-off pour vraiment monter d'un niveau. Alors qu'aujourd'hui, on se bat pour se maintenir.

« Beauvais n'a jamais été une grande équipe »

Qu'attendez-vous de la pétition pour sauver le club et de la mobilisation du 4 mai ?

Ce soutien que l'on réclame sur Internet, c'est parce qu'on est toujours plus fort en faisant voir qu'il y a une ville et des gens derrière le club. Peut-être que les élus ne le savent pas. La mobilisation du 4 mai va dans le même sens : faire voir que le Bouc volley attire tout le monde. Il fallait marquer le coup. Le volley s'arrête d'avril à octobre. Donc, ce sera une grande fête du sport à la Place Jeanne-Hachette pour sauver le club.

Le choix du 4 mai, trois semaines avant le passage devant la commission, a été bien ciblé...

Ce n'est pas pour persuader la mairie, le département et la région parce que je pense qu'ils ont été clairs ! Je n'attends rien d'eux. Ce rassemblement, c'est aussi pour remercier tous ces gens qui nous soutiennent. Je suis interpellé tous les jours dans la rue par des gens qui me demandent de continuer le combat, de ne pas abandonner... On fait ça pour eux.

Avez-vous l'intime conviction que vous allez réussir à sauver le club ?

(Il hésite...) C'est compliqué. Par rapport aux élus, je pense que c'est perdu. Mais par rapport à la

DNACG, il y a toujours un espoir. L'espoir, c'est que des clubs déposent le bilan et que la ligue va avoir des difficultés à composer ses ligues A et B la saison prochaine. La raison sportive l'emportera peut-être sur la raison économique, c'est peut-être notre chance cette année.

Et si ce n'est finalement pas votre chance ?

Si on est relégué, il faut des subventions au moins identiques pour épurer rapidement nos dettes. Or, si demain on nous rétrograde en National ou autre, on perd nos subventions. Mon soucis est là. Comment continuer à maintenir un club avec autant de dettes ? Est-ce que le dépôt de bilan n'est pas plus favorable, afin de reconstruire après. La question ne se pose pas actuellement mais pourrait se poser bientôt...

« Le prochaine fois, je me méfierai ! »

Avec le recul, regrettez-vous d'avoir pris la direction du club il y a deux ans ?

Dans la vie, il ne faut pas regretter. D'autant plus qu'il y a une richesse humaine importante. Quand on voit autant de personnes qui se déplacent pour assister à la finale de Coupe de France, avec 10 bus, 850 personnes, à Coubertin à Paris, c'est du jamais vu ! C'est une expérience très enrichissante. Et le Bouc volley est une institution, faut le garder, le préserver.

Comment vivez-vous le fait que le volley de haut niveau pourrait disparaître à Beauvais sous votre présidence ?

Quand on prend un club de haut niveau et qu'on dépose le bilan, c'est un échec personnel. Même si on est pas responsable, une fois qu'on a pris les responsabilités, on doit maintenir le club au plus haut niveau. Depuis que j'ai pris le club, je dors moins bien qu'avant. Au quotidien, on se pose des questions : "qu'est-ce qu'on va penser de moi ?"

Vous avez fait des erreurs pendant votre présidence ?

Des erreurs, on en commet tous les jours. Dans la vie, on apprend plus des défaites que des victoires. Moi, j'ai appris que j'ai écouté trop de gens quand je suis arrivé, des historiens du club. J'ai aussi été trop ignorants sur la politique, sur certains élus. Des domaines qu'on ne maîtrise pas parce qu'on ne voit pas ces gens-là dans la vie en général. Là, dans le monde sportif et associatif, vous êtes en frontale avec les politiques les plus importants. Vous êtes donc liés à des gens qui vous racontent des choses. Donc, la prochaine fois, je me méfierai.

■ **Propos recueillis par Joffrey Meunier**